ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

13 | 2010

Les voies incertaines de la démocratisation

La démocratisation autrement ? Le paradigme de la modernisation à l'épreuve des réalités post-socialistes

Les cas des Neue Länder allemands et de la Russie

Myriam Désert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/899>

DOI : 10.4000/ilcea.899

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-84310-181-6

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Myriam Désert, « La démocratisation autrement ? Le paradigme de la modernisation à l'épreuve des réalités post-socialistes », *ILCEA* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 30 novembre 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/899> ; DOI : 10.4000/ilcea.899

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© ILCEA

La démocratisation autrement ? Le paradigme de la modernisation à l'épreuve des réalités post-socialistes

Les cas des Neue Länder allemands et de la Russie

Myriam Désert

- 1 Pour comprendre les réactions suscitées par les mutations post-soviétiques, il semble intéressant de mettre en résonance deux cas de figure qui semblent *a priori* diamétralement opposés : le cas est-allemand, où le processus de transformation, inscrit dans un transfert institutionnel, a été très encadré¹ ; et le cas russe où la part « d'improvisation » a été grande, puisque le projet très flou de la *perestroïka* a été dépassé, surtout à partir de 1989, par les mouvements sociaux, et les dynamiques économiques, qu'il a libérés et qui ont amené le pouvoir à « inventer » les cadres institutionnels au fil des événements².
- 2 Aussi différents que soient ces deux scénarios de mutation, ils ont pu susciter des propositions alternatives néanmoins convergentes. Ce sont ces réactions plutôt que les processus concrets des mutations post-socialistes qui seront décrites ici : l'objectif est de montrer comment se cristallise une vision autre de la transition³, à partir de quels constats, avec quelles séquences argumentatives elle est construite. Autrement dit, je parlerai non de la « transition telle qu'elle est », mais du glissement des modèles imposés (« la transition telle qu'elle devrait être ») aux contre-propositions (« la transition telle qu'elle pourrait être »). Je suivrai ce mouvement du modèle au réel, puis du réel au contre-modèle, à partir de perceptions et lectures qui se cristallisent dans certains segments de la société. Ce faisant, je n'embrasserai qu'une portion du débat public⁴ : mon but n'est pas en effet de dresser un tableau exhaustif de l'ensemble des réactions à la transition, mais de me focaliser sur les discours qui interrogent la notion de modernisation, critiquent le modèle imposé et suggèrent d'autres voies, notamment de démocratisation.

- 3 Nous verrons comment le modèle originel est disqualifié puis infléchi, avant d'examiner quelques-unes des interrogations sur la démocratie que cela implique.

La modernisation disqualifiée

Le modèle initial

- 4 D'abord quelques rappels rapides pour esquisser les tensions qui permettent de comprendre les évolutions ultérieures.
- 5 Le thème qui s'impose dans l'espace public allemand pour définir l'objectif visé au moment de la réunification en 1990 est celui de la modernisation, trinité intégrant la démocratie concurrentielle, le marché et une prospérité/bien-être (*Wohlstand*) adossée à la consommation de masse. La seule distance qu'affiche le milieu académique⁵ qui prône alors ce modèle consiste à dire qu'il s'agit d'universaux dont l'éternité n'est pas garantie mais qui n'ont actuellement pas d'alternative.
- 6 Une voix un peu différente se fait néanmoins également entendre, et module ce paradigme dominant en invoquant la nécessité d'une « double modernisation ». Elle émane de ceux que l'on peut qualifier comme « gauche alternative » de la RDA, les animateurs du projet « socialisme moderne » qui voient dans la chute du Mur l'occasion d'une nouvelle Renaissance, libérant la *Raison* des limites que faisait peser sur elle la guerre froide, et lui permettant de penser une nouvelle modernité. Ils appellent alors de leurs vœux à l'Est une « modernisation de rattrapage », selon l'expression alors consacrée, tandis que l'Ouest se dirigerait vers une modernité reconfigurée, intégrant notamment l'idée d'émancipation sociale. Ces idéalistes, qui attendaient de la réunification qu'elle soit le catalyseur d'une réflexion sur un changement sociétal global, allaient rapidement sombrer dans l'amertume lorsque la réunification se traduisit par un copié-collé (*Blaupause*) des institutions, étayées par un transfert (d'ouest en est) des acteurs appelés à les mettre en œuvre. Cet état de fait permet de comprendre que les mutations dans les nouveaux Länder allemands soient décrits dans la frange critique des milieux académiques comme « transformation exogène », ce qui éloigne de l'imaginaire usuel de la réunification d'un seul et même peuple.
- 7 Le cas russe⁶ se présente très différemment, dans les discours et les mises en œuvre. Les mutations sont impulsées par en haut, lorsqu'un représentant de la génération des « soixantards⁷ » accède au poste suprême de secrétaire général du Parti communiste d'URSS. À la différence du cas allemand, les partisans d'un « socialisme moderne » sont nombreux à avoir rejoint le PCUS⁸ et cela impose des limites au discours sur le changement nécessaire : si l'idée d'une « maison commune européenne » et la volonté de la réintégrer sont bien au programme⁹, il n'est pas question pour autant de reprendre tel quel son modèle de démocratie. Il s'agit de revenir à des points de bifurcation de l'histoire russe, à des rendez-vous manqués avec une démocratie diversement rêvée : c'est d'abord 1921 et le Lénine de la NEP qui est revendiqué par M. Gorbatchev, puis d'autres virages possibles au fur et à mesure que s'ouvre l'espace de débat politique : février 1917, les années 1860¹⁰.
- 8 Ce n'est qu'en 1992, dans ce nouvel État qu'est la Russie après l'éclatement de l'URSS, que le credo du cercle vertueux « marché-démocratie », central dans l'idée de modernisation, fait son apparition. Mais il reste très marginal, tellement la logique et la réalité des

changements est autre. L'autoritarisme de la « thérapie de choc » appelle plutôt le paradigme de la « destruction créatrice »¹¹.

- 9 Aussi différents que soient les scénarios allemand et russe, ils ont néanmoins en commun un modèle de « transformation par en haut », tenant fort peu compte des visions de l'avenir que portaient les mouvances démocratiques qui ont pris part au renversement de l'ordre ancien¹².
- 10 Le marché et la démocratie qui sont dès lors mis en œuvre ne manquent pas de susciter déception et amertume et l'idée de « modernisation » qui les sous-tend est bientôt disqualifiée.

La modernisation disqualifiée

La « démodernisation »

- 11 Le passage au marché est d'une grande violence pour toute une partie de la société. Le chômage s'abat sur les nouveaux Länder, les « nouveaux pauvres » se multiplient en Russie. Cette régression appelle le thème de la « démodernisation ».
- 12 Il apparaît très vite en Russie, et la période de tumultes traversée est qualifiée comme celle d'une « économie de l'âge des cavernes ». Cette image est portée par l'explosion du troc qui va avec la démonétarisation de l'économie¹³. Les atteintes aux droits sociaux alimentent eux aussi cette perception.
- 13 En Allemagne, les formulations sont plus nuancées, mais le titre d'un ouvrage illustre bien cette vision sombre de la transition : *Le tunnel au bout de la lumière* (Offe, 1994). On trouve le terme de « démodernisation » sous la plume de ceux qui pointent la chute radicale du taux d'emploi des femmes dans l'ex-RDA. D'autres parlent de « modernisation sans développement » et convoquent la comparaison avec la tentative italienne, manquée selon eux, de modernisation du Mezzogiorno.

La modernisation inadéquate

- 14 Un autre argument fort de la critique va avec le sursaut identitaire que suscite la « transition ».
- 15 Pour comprendre les crispations identitaires que l'on peut repérer aussi bien en Russie que dans l'ex-RDA, il faut minimiser le cliché occidental qui valorise dans l'effondrement du système soviétique la « libération de populations opprimées », et prendre en considération la blessure narcissique que représente pour ces sociétés le choc d'être qualifiées, avec des formulations plus ou moins douces, comme « arriérées » – ce que dit implicitement l'expression de « modernisation de rattrapage » – et de se voir imposées des institutions vécues comme « importées », voire imposées de l'extérieur¹⁴.
- 16 Dans la société « est-allemande », cela alimente le sentiment d'être un « citoyen de seconde classe », sensation qui relativise les bienfaits de la réunification et contribue, à rebours, à valoriser la période antérieure. D'où l'« Ostalgie », joliment synthétisée dans la formule « Good bye Lénine, Bonjour Honnecker ».
- 17 Le traumatisme russe est sans doute plus fort¹⁵ et la réaction de la société est en tout cas plus radicale. En raccourci, on peut dire que le regard occidental très critique vis-à-vis de la démocratisation russe a été contre-productif et a contribué au succès de V. Poutine. Le slogan de son second mandat, le droit à une « démocratie souveraine », est en résonance

avec le sentiment d'une société lasse d'être toujours qualifiée de « mauvais élève » par les donneurs de leçon occidentaux et pour cette raison plus décidée que jamais à suivre sa « voie spécifique ». L'idée souvent développée au début de la *perestroïka* que « les Russes ne sont pas faits pour la démocratie » (entendons : « ils ne sont pas assez mûrs pour ») est remplacée par le thème « la démocratie n'est pas faite pour les Russes » (entendons : les mécanismes démocratiques promus par les Occidentaux ne sont pas adaptés à la culture russe qui a ses propres modèles politiques¹⁶).

- 18 La formulation académique de cette critique consiste à souligner le caractère « hétéronomique » de la modernisation : autrement dit, elle ne prend pas en compte les données culturelles des sociétés auxquelles elle prétend s'appliquer.
- 19 Cet accent culturaliste n'est pas général chez ceux qui contestent les modalités de la transition. Certains au contraire pointent le culturalisme dans le « camp adverse », dans les critiques formulées par ceux qui stigmatisent l'incapacité des sociétés post-socialistes à se transformer. Ces analystes s'appliquent à déconstruire les identités, plus ou moins « archaïques », assignées aux *Ossi*¹⁷ comme aux Russes, postulant des mentalités inscrites dans la longue durée (propension au paternalisme, à la soumission, aux « petits arrangements »...) : selon eux, ces tendances se manifestent sous l'effet d'une « transition » mal conçue et mal menée. Cette lecture majore l'impact de la *path dependency* par rapport au présent immédiat (la transition) et minore les « identités intemporelles ». C'est, disent les tenants de cette interprétation, la « transition » qui ethnicise, en cristallisant des traits « nationaux » latents. C'est elle qui transforme les *Ostdeutsche* en *Ossi*. Dans le discours russe on peut même identifier un exemple de retournement du type « arroseur-arrosé ». L'archaïsme est placé du côté de l'accusateur (le pouvoir russe eltsinien) et non de la société : si celle-ci développe des pratiques de réseau informelles, stigmatisées par certains comme archaïques, c'est parce que le pouvoir prétend rompre avec le passé en utilisant des méthodes qualifiées de « néo-bolchévik¹⁸ », c'est lui – et non la société – qui est en fait empêtré dans la reproduction du passé.

La modernité contre la « modernisation »

- 20 On voit là comment le positionnement du curseur « modernité/archaïsme » devient un enjeu, une jauge pour mesurer la pertinence des modèles. Si la modernisation ne produit pas la modernité qu'elle devrait, les accusations d'« archaïsme » qu'elle produit deviennent douteuses. Si les chantres de la modernisation stigmatisent l'héritage soviétique comme freinant les mutations vertueuses, cela devient pour certains une incitation à le revisiter et requalifier.
- 21 C'est surtout dans le champ allemand que l'on trouve des considérations sur la « modernité » de la société (socialiste) avant la « modernisation » (post-socialiste). On met souvent en exergue une structure sociale est-allemande « moderne », en termes de niveau d'éducation notamment. La valorisation va jusqu'au paradoxe, mettant alors l'accent sur les vertus du « communisme comme congélateur¹⁹ », ce qui aurait permis de conserver une « modernité » perdue ailleurs : en l'occurrence, un certain éthos capitaliste (préférence pour la confiance plutôt que les règles formelles, pour les transactions personnelles plutôt qu'institutionnelles...), proclamé disparu à l'Ouest²⁰.
- 22 Une lecture commune aux deux espaces consiste à inverser le signe du « legs » du socialisme réel. Alors que les Occidentaux se focalisent sur les effets pervers de la

socialisation soviétique officielle, et interprètent comme « survivances du système soviétique » certaines tendances qu'ils qualifient comme handicaps à la transition (passivité, manque d'initiative, etc.), les analystes qui nous occupent minorent cet héritage et mettent l'accent sur les effets vertueux d'une tout autre socialisation qu'aurait opérée l'environnement propre aux économies du socialisme réel. Selon eux, la pénurie chronique des économies socialistes a contraint à développer des savoir-faire adaptatifs qu'ils valorisent pour leur potentiel de flexibilité, opposé à une modernisation inflexible – rigide. Soit un éloge rétroactif des dysfonctionnements soviétiques ! En tout état de cause, à l'encontre des idées reçues, de même que nous avons mentionné une « blessure narcissique », il conviendrait de relever un « bénéfice narcissique » que certains tirent des difficultés endurées sous le régime soviétique. La capacité à avoir survécu (et à survivre encore), la « débrouille » au quotidien deviennent un motif d'orgueil, énoncé souvent en Russie mais aussi parfois par les Ossi : si c'était les Allemands de l'Ouest qui avaient dû s'adapter à l'Est et non l'inverse, ils seraient tous morts, affirment ironiquement certains.

- 23 De handicap, le passé devient ressource. Ce qu'illustre le titre d'ouvrage suivant : *Les Allemands de l'Est comme avant-garde* (Engler, 2002). Parmi les arguments mis en avant pour appuyer cette thèse, mentionnons un chapitre intitulé « du collectif au *team* » où l'auteur explique comment l'expérience particulière du travail au sein des « collectifs » de l'entreprise de type soviétique est un atout dans la transformation post-fordienne du travail. C'est fréquemment que l'on trouve exprimée l'idée de savoir-faire « est-allemands » mobilisables comme atouts dans une société post-industrielle, ce qui inverse la hiérarchisation entre Ossi et Wessi implicite dans le paradigme de la « modernisation de rattrapage ».
- 24 Même cheminement argumentatif en Russie, avec des considérations plus souvent ancrées dans des extrapolations sur une Russie éternelle que dans une expérience soviétique concrète, qui aboutissent à une conclusion plus extrême : la Russie serait le fer de lance de la post-modernité, ce qui est une façon de lui restituer sa position d'avant-garde de l'humanité²¹.

Paradigmes perdus et retrouvés

- 25 Ces diverses représentations fragilisent le paradigme de la modernisation et modifient la modélisation de la transition.

La mort du paradigme téléologique

- 26 Constat majeur : les considérations rapportées ci-dessus enregistrent la mort du paradigme téléologique, du moins « à l'Est ». Dans la doxa soviétique, le pouvoir tirait sa légitimité de la connaissance scientifique de la fin de l'histoire, puisée dans le savoir marxiste : d'où l'expression de « légitimité téléologique ». Si l'effondrement du système soviétique a signifié la fin de cette illusion, il n'a pas pour autant fait disparaître le « téléologique » du champ intellectuel occidental : qu'on se souvienne du texte fameux de Fukuyama sur la fin de l'histoire, proclamant la victoire inévitable du libéralisme.
- 27 Les partisans d'une autre modernisation réfutent quant à eux l'idée de modèle universel et opposent à la modernisation normative – modèle fermé – processus téléologique

focalisé sur un hypothétique avenir, une transformation – processus ouvert, prenant en compte le réel de départ²².

- 28 Il n'existe plus de cours de l'histoire prédéterminé et de façon générale de nombreux citoyens des sociétés post-socialistes ont une sensibilité aiguë, parfois douloureuse, à la désorientation temporelle qui caractérise la période. Ils ne reprennent pas à leur compte le terme de transition, qui suggère un mouvement d'un point à un autre, alors que le point d'arrivée, et même le point de départ²³, sont particulièrement incertains. Est ainsi souligné le double crime contre le Temps que commettent les apôtres de la « modernisation » : non seulement ils veulent accélérer le temps, mais en plus ils veulent imposer la simultanéité de processus qui ne sont pas synchrones (le temps de la réforme des institutions n'est pas celui des changements économiques, celui des mentalités est encore différent).
- 29 Le processus de transition ne saurait être linéaire. Le maître et l'élève peuvent permuter leurs fonctions respectives : c'est l'idée qui sous-tend l'affirmation que la modernisation dans les nouveaux Länder est une seconde chance pour la modernité à l'Ouest car ses principes se trouvent régénérés en étant rejoués à l'Est, dans une mise à l'épreuve des faits qui interroge leur évidence (*Verfremdungseffekt*).
- 30 Les « moins » peuvent devenir des « plus » : nous venons de le décrire à propos d'*habitus* issus de l'expérience du socialisme réel au quotidien, stigmatisés lors de la transition initiale et valorisés par certains aujourd'hui. Et les « plus » peuvent devenir des « moins » : faisant la comparaison entre la situation économique dans certaines régions allemandes limitrophes de la Pologne et leurs voisines polonaises, à l'avantage de ces dernières, certains affirment que ce qui a assuré à l'origine une meilleure transition dans les nouveaux Länder (tissu réglementaire « serré » et filet social), devient par la suite une cause de blocage. L'amortissement du choc pour les Allemands de l'Est aurait diminué leur capacité d'innovation²⁴. Autrement dit, ce qui est vertueux à court terme (le formel, qui assure la stabilité sur une période donnée) devient contre-productif à long terme et doit être alors relayé par l'informel, facteur de flexibilité, terreau d'innovation et de développement à long terme. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette opposition.

Du système aux acteurs

- 31 La disparition du paradigme téléologique va de pair avec l'accent mis sur les acteurs plutôt que le système, pour reprendre une opposition classique. En même temps qu'on souligne la faiblesse du modèle normatif, notamment son incapacité à anticiper les effets non intentionnels des transformations imposées, on lui reproche de ne pas savoir intégrer le potentiel endogène de la société. Le motif des apprentissages nécessaires pour être en phase avec la transition « importée », dominant chez les apôtres de la modernisation²⁵, fait alors place à la nécessité d'intégrer l'inventivité de la société. Les « vues d'en haut » doivent composer avec les « intuitions d'en bas ». Ce qui infléchit fortement le modèle de démocratisation.
- 32 Cela implique aussi un changement de focale : les analystes qui défendent cette vision boudent les analyses macro et s'appuient sur des études de cas micro-sociologiques²⁶. L'approche en termes d'« encastrement²⁷ » est privilégiée, on rappelle que même dans les sociétés modernes les pratiques économiques sont influencées par les rapports sociaux primaires. Il faut partir de la société existant réellement et non de projections abstraites et normatives. Il existe des modalités de relations sociales qui sont propres aux sociétés

« soviétiques » et il importe de les prendre en compte. Surtout quand, comme nous l'avons rapporté déjà, elles peuvent être porteuses de modernité²⁸.

Pluralisation du modèle

- 33 Autre conséquence de la modélisation de la transition comme processus ouvert et non fermé : la pluralisation du modèle. Les analystes qui nous occupent ici parlent volontiers de combinaison, d'hybridation. Les dosages variables d'ancien et de nouveau dans des modèles de transformation devenus composites impliquent toute une palette de chemins vers la « modernité libérale ».
- 34 Le principe de contradiction n'a pas sa place dans ce mode de pensée. Le formel et l'informel ne sont pas installés dans un rapport antinomique, il importe d'assurer leur coexistence, de même que se manifestent simultanément dans l'évolution du monde contemporain des phénomènes de globalisation et de régionalisation, est-il rappelé.
- 35 Nous ne résistons pas au plaisir de souligner à quel point ces chercheurs « issus de l'Est » sont réfractaires aux modélisations binaires, et sensibles, inversement, à la porosité des frontières, autrement dit à quel point leur fonctionnement intellectuel est exempt d'une bipolarité, métaphorique de la guerre froide. Quand ils analysent par exemple les « relations informelles », ils montrent qu'il n'est pas pertinent de dissocier l'instrumental de l'émotionnel dans les interactions qui se nouent ; quand ils étudient le cas des nouveaux « travailleurs indépendants » allemands (*Selbständige*), ils repèrent dans les motivations à s'établir à son compte un mélange du « par nécessité » et du « par choix »²⁹. Signalons aussi un exemple, malicieux, de la capacité à détourner l'héritage, dépasser l'opposition bipolaire : la pluralisation des voies vers la modernité est parfois illustrée par la reprise du slogan de Walter Ulbricht, emblématique du bloc soviétique des années 1960, « *überholen ohne einzuholen*³⁰ » ; autrement dit, si l'on peut « dépasser sans rattraper », c'est-à-dire sans passer par le même chemin, c'est parce qu'il existe plus d'un chemin.

Couples en crise ?

- 36 Ces diverses observations et suggestions incitent à revenir sur des associations fondamentales du paradigme de la modernisation.

Règle et démocratie

- 37 Le rôle de la règle est central pour la modernisation, le manquement aux règles est stigmatisé.
- 38 Mais l'évidence de ce postulat s'effrite lorsqu'il est imposé à des sociétés où le contournement de la règle n'est pas nécessairement associé à quelque chose de négatif. Ainsi, interrogés sur la vision qu'ils ont de leur travail, des fonctionnaires originaires de RDA, restés fonctionnaires d'État dans l'Allemagne réunifiée, expriment leur scepticisme (Gravier, 2008) : en RDA, disent-ils, ils aidaient les gens à régler leurs problèmes. Maintenant ils n'ont plus à trouver de solutions, tout est *réglé*. Ce constat, plutôt amer, souligne la tension entre les deux sens de « régler » : les règles – sophistiquées – ne permettent pas aux fonctionnaires de régler les problèmes des « usagers », ou plutôt ne les aident pas à le faire. Pour comprendre le « vécu » de bien des citoyens de l'espace

post-socialiste, il faut oublier une vision stéréotypée de la liberté (associée à la liberté de presse, de vote, etc.) et comprendre une autre façon de vivre la liberté qui passe par la mise à profit du « jeu » existant dans l'espace des règles, marge de manœuvre dont la disparition est déplorée en filigrane des propos qui viennent d'être rapportés³¹. La règle rigide occulte l'individu, l'informel flexible s'adapte à lui.

- 39 Dans le cas russe, on peut parler d'une méfiance par rapport à la loi de façon générale. Il s'agit d'un phénomène de longue durée³², mais on peut faire l'hypothèse que le contexte de l'adoption de la Loi fondamentale (la nouvelle Constitution de 1993)³³ n'a fait qu'accentuer ce trait. De plus, le chaos associé à la présidence de B. Eltsine a suscité une opposition ordre/démocratie et l'une des justifications données à l'extension de l'informel dans la Russie actuelle est qu'il est une réponse à « l'informe » de la période « Eltsine » (et non une entorse au formel). En tant que tel, il est valorisé, ce qu'atteste l'oxymoron « ordre informel ».
- 40 En tout état de cause, sur-institutionnalisation (cas allemand) et sous-institutionnalisation (cas russe) produisent le même effet : la valorisation de l'informel. Avec le raisonnement suivant : on pointe du doigt la surestimation des capacités du politique à encadrer le social, à résoudre les problèmes, et on fait appel à une institutionnalisation par en bas, plus apte à remplir cet objectif. L'informel a pour lors vocation de compenser aussi bien la faiblesse que la rigidité de l'institutionnalisation.
- 41 Pour le cas allemand, les analystes mettent souvent en avant la négociation des tarifs salariaux. La capacité à renégocier les salaires « entre soi³⁴ », de façon informelle, à un niveau inférieur aux normes de branche, aurait sauvé de la faillite certaines entreprises est-allemandes au moment du choc du passage au marché, alors que l'application rigide de la règle les aurait condamnées. La survie à moyen terme justifie donc ces « entorses »
- 42 Pour le cas russe, l'exemple classique donné par les analystes qui s'appliquent à justifier certaines procédures informelles est celui des tarifs douaniers³⁵. La réglementation formelle aurait pratiquement bloqué les opérations d'import-export si elle avait été appliquée à la lettre ; fonctionnaires des douanes et agents économiques ont établi sur le terrain des normes, devenues tacitement une sorte de droit coutumier, qui adoucissent la règle et la rendent donc praticable. Les analystes qui défendent ce mode de régulation refusent de l'assimiler à une simple corruption, ils réfutent le terme de « désinstitutionnalisation de l'État », avancé par d'autres pour qualifier ce processus, et préfèrent parler de « déformalisation des règles », expression qui met l'accent sur la « correction » de données inadéquates.
- 43 Ces formes de participation à une élaboration, non réglementaire, des règles sont dès lors données comme illustration d'une « modernisation par en bas ». Ce modèle, identifié dans la sphère économique, est-il transposable au politique, y a-t-il une démocratisation par en bas, par l'informel, possible ? Ce qui est bon pour le marché est-il bon pour la démocratie ?

Marché et démocratie

- 44 C'est un des piliers de la modernisation que de postuler un cercle vertueux où marché et démocratie se renforcent mutuellement.

- 45 Les réalités des transitions post-socialistes ont montré le caractère illusoire de cette conviction. La Chine est classiquement donnée comme illustration. Voyons les processus identifiés dans les contextes allemand et russe.
- 46 Dans un contexte de carence ou d'inadéquation institutionnelle, les relations informelles dans le champ économique sont une forme de régulation alternative : nous venons d'en donner une illustration. Elles jouent également un rôle stabilisateur dans un contexte d'incertitude : le filtre des relations personnelles, le « contrôle social » qu'elles permettent, sont une façon de limiter les risques inhérents à l'activité économique avec des partenaires « surgis de nulle part », avec l'irruption officielle du marché.
- 47 Mais si, dans le cas allemand, les analystes qui parlent « d'institutions informelles » pensent « routines », c'est-à-dire reproduction de modes d'interactions interpersonnelles conférant une certaine flexibilité à des règles perçues comme rigides, dans le cas russe, les relations informelles vont de pair avec le franchissement de la frontière séparant le privé et le public et cela modifie considérablement leur impact.
- 48 On connaît les privatisations qui ont permis à des proches du pouvoir d'acquérir des biens publics à bon compte, à la faveur de relations privées privilégiées. À une échelle différente, le mécanisme est le même lorsqu'un usager de service public sollicite la « personne » par-delà le fonctionnaire, s'appliquant ainsi à établir une relation personnalisée avec celui qui est en charge de la distribution de biens désormais rares (offre de soins médicaux, de formation, etc., bon marché). Rappelons que ces interactions ne s'accompagnent pas nécessairement d'un pot-de-vin, ce qui justifie le refus de certains analystes russes de les qualifier comme corruption (Désert, 2006). Cela ne suffit pas pour autant à les légitimer : que les mécanismes de distribution passent par une personnalisation – informelle – des relations, avec un processus concomitant d'inclusion de certains / exclusion des autres, contribue à segmenter l'espace (social et/ou économique) en réseaux, sape le principe d'égalité de traitement, ce qui n'est guère propice à une socialisation aux valeurs de démocratie et de marché « non faussé ». Les bénéfices au niveau micro sont opposés aux dommages au niveau macro. Les modalités pernicieuses de la privatisation, qu'il s'agisse des entreprises d'État ou de l'offre de services publics, attestent une dissolution, dommageable, de la frontière entre public et privé, le privé parasitant le public. Il y a une extension, qui peut être qualifiée de pathologique, de la sphère privée et ce dynamisme, par son ampleur, est du coup fort peu conforme à la restauration de l'espace privé qui était attendue de la fin de « la société étatisée » de l'époque totalitaire.
- 49 D'où la séquence suivante :
- la difficulté à installer les interactions entre institutions et acteurs dans un registre anonyme, c'est-à-dire impersonnel – non « privé » –, entraîne la scission du corps social en « cellules » (les groupes de proches) ;
 - il y a *de facto* compétition entre ces cellules pour l'allocation des ressources ;
 - cela alimente la méfiance sociale ;
 - les fondements démocratiques s'en trouvent sapés.
- Ce qui a pu être bon à une certaine étape du marché est au final néfaste au devenir de la démocratie.
- 50 Cette analyse met en exergue une question essentielle de la transition démocratique : celle de la corrélation entre confiance dans les personnes et confiance dans les institutions. Elle suggère que la seconde passe par la première. Et là encore il importe de

se défaire des clichés usuels. On imagine généralement les sociétés des pays du socialisme réel minées par la peur et la méfiance, et libérées de ces tourments avec la chute du système. Or témoignages et sondages attestent une distance et une suspicion par rapport à autrui plus grande encore aujourd'hui qu'hier. On assiste à un double mouvement : les pratiques solidaires au sein de réseaux restreints se maintiennent, voire se développent, tandis que se généralise la méfiance à l'encontre de ceux qui n'appartiennent pas au réseau. Quand ils dénoncent la généralisation d'un « égoïsme de groupe » au sein de la société, les Russes prennent acte, en quelque sorte, d'un cumul des travers du collectivisme (soviétique) et de l'individualisme (libéral). Ce cumul des déficits de l'ancien et du nouveau ne contribue guère à l'idée de transition démocratique.

- 51 Ce constat illustre comment le mouvement de « pluralisation par en bas », surgi notamment en opposition à une « modernisation par en haut » inefficace³⁶, fragilise la cohésion sociale, d'une façon différente du marché, mais peut-être encore plus néfaste à la constitution d'une société civile.
- 52 La voie sur laquelle l'imaginaire démocratique doit se frayer un chemin est étroite, entre le trop de formel et trop d'informel. Laissons de côté, pour finir, les modélisations académiques des difficultés de la transition, pour voir comment un acteur s'approprie le paradigme démocratique. Voici ce que constate Natacha³⁷ à l'issue d'un entretien, au cours duquel elle a, avec une certaine fierté, décrit ses pratiques de réseau pour résoudre ses problèmes au quotidien :
- Maintenant il y a des gens plus *démocratiques*. Quand on vient les voir et qu'on leur dit ce dont on a besoin, ils disent « bon, je vais vous aider ». Ou bien « non, je ne peux pas vous aider », et ils vous adressent à quelqu'un qui peut vous *aider*. C'est des gens *modernes*. En fait, je trouve qu'on ne devrait pas avoir besoin d'*intermédiaire*. Il faut que les personnes à qui on s'adresse soient des personnalités fortes qui disent directement si elles peuvent ou non résoudre tel ou tel problème. Mais notre système est tellement imparfait qu'il faut parcourir une multitude d'instances.
- 53 À partir des termes mis en exergue, on voit comment cette description restaure le couple démocratie-modernité. Comment aussi elle esquisse une démocratie directe empreinte de sollicitude, dimension quelque peu oubliée dans le modèle classique de la modernisation.

BIBLIOGRAPHIE

GRAVIER Magali, *Good Bye Honecker ! Identité et loyauté dans les administrations est-allemandes (1990-1999)*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2008, 283 pages.

DÉSERT Myriam, « Le débat russe sur l'informel » [en ligne], *Question de recherche*, n° 17, Paris, CERI, 2006, disponible sur <<http://www.ceri-sciencespo.com/publica/question/qdr17.pdf>> [consulté le 9 juillet 2010].

NOTES

1. La réunification allemande s'est faite sur la base d'une adhésion de la RDA à la Constitution de RFA. Ce *Beitritt* est toujours une cause d'amertume pour beaucoup d'anciens Allemands de l'Est.
2. On peut parler d'un emballement du processus de libéralisation en Union soviétique qui a amené successivement M. Gorbatchev et B. Eltsine à suivre les événements plutôt qu'ils n'ont dirigé le mouvement. Les étapes s'enchaînent sans plan programmatique, les créations institutionnelles se font au « coup par coup ».
3. L'usage du terme de « transition » n'implique nullement de notre part une adhésion à ce paradigme politologique. Il s'agit juste d'une commodité de langage pour désigner les processus de transformations que connaissent les pays du Bloc socialiste après l'effondrement de l'URSS.
4. Je ne parlerai notamment pas de la façon dont ces considérations sont relayées au niveau politique.
5. Le principal « théoricien » de cette vision est Wolfgang Zapf (*Modernisierung, Wohlfahrtsentwicklung und Transformation. Soziologische Aufsätze 1987-1994*, Berlin, Sigma, 1994).
6. Rappelons que c'est pour la logique de la démonstration (le cas allemand illustre de façon plus nette le modèle « modernisation par en haut ») mais à l'encontre de la chronologie (la chute du Mur a, entre autres origines, la *perestroïka* de M. Gorbatchev) que nous abordons le cas russe en second lieu.
7. Ce terme désigne la génération de ceux qui avaient 20 ans à l'heure du Dégel, après qu'eurent été dénoncés les crimes de Staline lors du 20^e Congrès du PCUS en 1956, ce qui a régénéré, dans tout un segment de la jeunesse soviétique, la foi dans le socialisme. M. Gorbatchev en fait partie.
8. D'autres vont le rejoindre à la faveur de la *perestroïka*, croyant alors à la possibilité de régénérer le système de l'intérieur : c'est le cas notamment d'A. Soltchak, futur maire démocrate de la ville à qui il redonnera le nom de Saint-Pétersbourg.
9. Ce qui est ainsi proclamé, c'est la fin de la guerre froide, pas l'alignement sur le modèle occidental.
10. Février 1917 incarne le changement libéral, les années 1860 représentent l'ouverture du tsarisme vers une forme de démocratie locale (les *zemstvo*), avant que l'initiateur des ces réformes, Alexandre II, ne succombe à un attentat qui détermine la direction politique réactionnaire de son successeur.
11. En fait le fantôme de Darwin est plus présent chez les apôtres russes de l'ultra-libéralisme que celui de Schumpeter : ils expriment leur foi dans un processus de sélection « naturelle » par le marché.
12. Mentionnons les « Tables rondes » est-allemandes, le mouvement « Russie démocratique ». Beaucoup de leurs membres, amers que leur expérience ne soit pas prise en compte dans le processus de démocratisation, se détourneront de la politique.
13. L'équipe libérale au pouvoir adhère à la vision monétariste, celle d'une monnaie qui régule, ce qui entraîne un arrêt des dotations étatiques à l'économie et un assèchement de la trésorerie des entreprises.
14. Si dans le cas russe, à la différence de l'allemand, il n'y a pas importation explicite, la « copie » est évidente, au point que les Russes réfractaires aux réformes voient dans le gouvernement de B. Eltsine des marionnettes de l'étranger et parlent de « pouvoir d'occupation ».
15. Avec la *glasnost* (liberté de la presse) les Soviétiques ont découvert que l'URSS n'était pas la super-puissance qu'ils croyaient, que le niveau de la mortalité infantile les mettait au même rang que les pays d'Afrique, etc.

16. Les Russes qui souscrivent à ce discours – dont on aura deviné qu'ils appartiennent aux mouvances antionalistes – opposent par exemple ce qu'ils appellent la « démocratie quantitative » (phénomène majoritaire) à la *sobornost* orthodoxe, présentée comme « démocratie qualitative », basée sur le consensus.
17. *Ossi* et *Wessi* sont les termes, généralement négativement connotés, servant à désigner respectivement Allemands de l'Est et de l'Ouest. Nous ne reprenons pas à notre compte la connotation négative.
18. L'un des arguments avancés pour justifier cette analogie est le fait que le nouveau pouvoir se lance dans les privatisations avec la même frénésie irréfléchie que celle qui avait présidé aux collectivisations.
19. Cette image est appelée par l'idée que l'emprise étatique sur la société aurait gelé certains rapports sociaux. D'où par exemple l'explosion des conflits interethniques à la faveur du « dégel » de la *perestroïka*.
20. Avec un raisonnement du même type, certains « Allemands de l'Est » affirment qu'ils sont plus « allemands » que ceux de l'Ouest car ils ont été protégés de l'eupéanisation.
21. La post-modernité est souvent interprétée dans ces discours comme la capacité à associer des époques et des motifs différents. Tel V. Poutine dotant la Russie d'emblèmes étatiques qui font référence à la fois à l'empire tsariste, à l'URSS révolutionnaire et à la Russie-État nouveau, né de la révolution démocratique de 1991.
22. Le terme de *Umgestaltung*, tout comme celui de *perestroïka*, comporte un préfixe soulignant l'idée de trans-formation (de ce qui est).
23. Rappelons cette convergence paradoxale entre le discours des soviétologues occidentaux qui postulaient une société monolithique et le discours officiel en URSS qui affirmait l'homogénéité de la société soviétique, laquelle n'a donc jamais été décrite en profondeur et est au final restée « inconnue ».
24. Ce constat pointe une question qui n'est guère déployée dans l'espace des débats : le rôle du risque dans une société libérale. Le point de vue relaté ici valorise le risque comme « facteur d'éveil », pourrait-on dire. Dans le même temps les risques inhérents à la logique économique libérale, la concurrence et les fermetures d'usines qui en découlent, ont constitué un choc douloureux pour les sociétés post-socialistes. Il y a là une tension entre deux visions du risque qui est occultée.
25. À côté des apprentissages attendus (droit à la différence, respect du pluralisme, etc.) est souvent aussi évoquée la nécessité d'un « désapprendre » (l'attachement aux droits sociaux, par exemple, stigmatisé comme paternalisme jugé incompatible avec le libéralisme).
26. Voir par exemple Raj Kollmorgen, *Sozialer Wandel und Akteure in Ostdeutschland: empirische Befunde und theoretische Ansätze*, Leske + Budrich, Opladen, 1996.
27. Granovetter et sa théorie de l'*embeddedness* sont souvent invoqués.
28. Le « ré-emploi » des savoir-faire « soviétiques » n'est pas pour autant sans poser problème. Soit les formes de solidarité particulières, généralement désignées comme « pratiques informelles », qui consistent en échanges de services et de biens (*blat* et *VitaminB*), on peut s'interroger sur la capacité qu'ont ces pratiques qui ont leur origine dans les dysfonctionnements économiques et l'État policier soviétiques, à évoluer en réseau moderne.
29. Exemple de cette approche, l'ouvrage collectif *Konflikt und Konsens: Transformationsprozesse in Ostdeutschland*, sous la direction de Martin Brüssig, Leske + Budrich, Opladen, 2003.
30. Ce chef du Parti communiste de RDA (SED) avait ainsi transformé le slogan repris par Khrouchtchev au moment du Dégel : « rattraper et dépasser l'Amérique ».
31. Cette perception est particulièrement sensible dans le terme allemand désignant « la marge de manœuvre », *Spielraum*, littéralement « espace de jeu ». Ce n'est pas faire offense à ceux sur qui a pesé le système soviétique que de souligner la dimension ludique de ce « jeu », partie de

« chat et souris », pratiquée par beaucoup, à des niveaux divers, que certains évoquent avec « gourmandise » aujourd'hui.

32. Il y a une opposition traditionnelle en Russie entre loi et conscience, que certains expliquent par la vision orthodoxe de la loi divine, supérieure à celle des hommes.

33. C'est le conflit entre pouvoirs exécutif et législatif qui a précipité l'adoption de cette constitution, après que les armes y eurent d'abord mis un terme, faisant de nombreux morts.

34. Il existait dans les entreprises de type soviétique une communauté d'intérêts entre direction et travailleurs, tenus par une même obligation de remplir le plan, ce qui incitait à trouver des arrangements informels entre ces deux catégories de personnel, tous fonctionnaires devant des comptes à l'État.

35. Le principal porteur de ce discours est Vadim Radaev. Il est intéressant de noter qu'il est directeur de l'Institut de sociologie économique à l'École supérieure d'économie de Moscou, qui est une pépinière des élites.

36. Cette « pluralisation » est radicalement différente du « pluralisme partisan ». Ce dernier, au programme de la transition démocratique, est très peu en résonance avec la société : une majorité écrasante de Russes disent ne se reconnaître dans aucun parti. Tendance qui se manifeste, avec seulement une différence de degré, dans l'ensemble des pays post-socialistes.

37. Intendante dans un hôpital d'une petite ville de la province russe, 35 ans.

RÉSUMÉS

Le but de cette étude est de comprendre les représentations auxquelles s'adosse la critique du modèle de la « transition libérale » dans l'espace post-soviétique, à partir d'une analyse de discours puisés à dessein dans deux cas radicalement différents (la Russie et l'ancienne RDA). Avec quels arguments est disqualifié le modèle originel (une « modernisation » perçue comme rigide, inadéquate, source d'archaïsation) ? Quelles sont les voies de démocratisation alternatives suggérées (mobilisation des capacités endogènes dans un modèle de transformation composite et pluriel, intégrant des dosages variables de l'ancien et du nouveau « système », valorisation de « l'informel » porteur de flexibilité face à la rigidité du modèle normatif) ? Quels en sont les effets potentiels au niveau micro et macro social ?

The purpose of this study is to understand the representations which back the critic of the model of “liberal transition” in the post-Soviet space. It is based on a discourse analysis in intentionally radically different cases (Russia and the former East Germany). With which arguments is the original model disqualifed (“modernization” perceived as rigid, inadequate, source of archaic)? What ways of alternative democratization are suggested (mobilization of endogenous capabilities in a plural and composite transformation, incorporating varying proportions of old and new system, valorization of the “informal”, carrying flexibility instead of the rigidity of the normative model)? What are the potential effects at the micro and macro social level?

INDEX

Keywords : democratization, Germany, modernization, Russia, transition

Mots-clés : Allemagne, démocratisation, modernisation, Russie, transition

AUTEUR

MYRIAM DÉSSERT

Maître de conférences à l'université Sorbonne-Paris 4, chercheure associée au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC)